

# LE CESE PRÉSENTE SON AVIS SUR LA TRANSFORMATION DIGITALE

Posted on janvier 19, 2022



# LE CESE PRÉSENTE SON AVIS SUR LA TRANSFORMATION DIGITALE

Le Conseil économique social et environnemental a organisé, le 19 janvier 2022, un atelier de restitution en vue de présenter son avis sur la transformation digitale. Présidé par Monsieur Ahmed Réda Chami, Président du CESE, cet atelier a connu la participation de Madame Ghita Mezzour, Ministre Déléguée Chargée de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration.

## La transformation stratégique : l'incontournable digitalisation

Dans son allocution d'ouverture, Monsieur Ahmed Réda Chami a mis en évidence l'importance du digital comme pilier essentiel de transformation stratégique, au regard de son impact transversal sur la gouvernance, la transparence, le bon fonctionnement des services publics, l'inclusion de la population, ainsi que sur la dynamique économique.

Toutefois, les différents efforts fournis et initiatives lancées demeurent insuffisantes pour assurer les prérequis d'une transformation digitale aboutie et résorber une fracture numérique patente que la crise de la Covid-19 n'a fait qu'exacerber.

Dans ce sens, le CESE a formulé une vision et plusieurs recommandations pour faire du digital un véritable levier de développement économique et social de notre pays.

Pour sa part, Madame Ghita Mezzour a indiqué que l'avis du CESE, objet de cet atelier, intervient dans un contexte où tous les leviers pour agir de manière volontaire en faveur de la transition numérique doivent être mis à profit en vue d'accélérer la transition du Maroc vers une société de l'information et de permettre à tous les citoyens marocains de bénéficier du potentiel de cette nouvelle société.

Par ailleurs, Monsieur Abdellah Deguig, rapporteur du thème, a présenté les conclusions de cet avis. Il a, ainsi, souligné que la prise de conscience de l'importance de la digitalisation au niveau de tous les acteurs publics et privés et la nécessité d'une collaboration de l'ensemble des parties prenantes invite à engager et responsabiliser les acteurs selon leur domaine d'action et faire converger leurs actions pour optimiser les parcours citoyens.

**Le CESE a formulé une vision et plusieurs recommandations pour faire du digital un véritable levier de développement économique et social de notre pays.**

# AVIS DU CESE

Vers une transformation digitale responsable et inclusive

[Consulter l'avis](#)

## Pour une transformation digitale inclusive et responsable

Dans son avis intitulé « la mobilité durable : Vers des moyens de transport durables et accessibles », le Conseil Economique Social et Environnemental propose une vision pour une transformation digitale inclusive et responsable, articulée autour de plusieurs mesures, dont :

1. Donner la priorité au digital comme moyen par défaut de la mise en œuvre des lois, réglementations et services publics et promouvoir de nouvelles applications ou nouveaux systèmes à fort impact sur le parcours des usagers (citoyens et entreprises).
2. Se doter d'un cadre réglementaire complet et adapté en matière de digitalisation, notamment en ce qui concerne le télétravail et la protection des données.
3. Améliorer la cybersécurité et la souveraineté numérique pour favoriser une transformation digitale responsable, basée sur une meilleure résilience des infrastructures, une confiance numérique renforcée, la protection des données à caractère personnel en plus de la généralisation de la signature électronique.
4. Développer des data centers souverains nationaux et régionaux, en s'appuyant sur des partenariats public-privé (PPP) pour permettre à l'Etat et aux entreprises marocaines d'héberger leurs actifs stratégiques (données et applications).
5. Œuvrer pour l'émergence d'un « écosystème » digital marocain en utilisant le levier de la commande publique et des mécanismes de financement innovants pour les acteurs du secteur, et faire bénéficier les entreprises qui investissent dans leur digitalisation d'incitations financières telles que le suramortissement et la garantie de financement par l'Etat.
6. Accélérer le déploiement du paiement mobile avec l'interopérabilité à l'échelle nationale pour rattraper le retard accusé en matière d'inclusion financière et diminuer l'usage du numéraire.
7. Intégrer les systèmes académique, économique et industriel dans la R&D en matière de transformation digitale, afin de créer des « écosystèmes » favorables au développement de startups et favoriser l'émergence d'une véritable industrie du digital.
8. Eriger l'intelligence artificielle (IA) en priorité nationale dans le chantier de la transformation digitale eu égard à son potentiel d'optimisation des coûts de production et aux réponses qu'elle apporterait aux besoins différenciés des citoyens.

[Consulter l'avis](#)